

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Caroline Dégarie, trésorière, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Percé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 25 juin 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
la Ville de Percé

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Percé (ci après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondements de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - éventualité

Nous attirons l'attention sur la note 27 des états financiers qui mentionne que des procédures judiciaires sont en cours contre un ancien employé de la ville. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON, S.E.N.C.R.L.
CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A119539
Percé, le 25 juin 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	5 612 600	5 726 676	5 195 335
Compensations tenant lieu de taxes	2	565 460	573 995	517 650
Quotes-parts	3			
Transferts	4	844 340	2 807 586	5 800 751
Services rendus	5	334 000	674 181	607 947
Imposition de droits	6	106 000	251 695	124 029
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	55 000	162 188	103 435
Autres revenus	10	108 600	208 922	189 822
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	7 626 000	10 405 243	12 538 969
Charges				
Administration générale	14	1 349 810	1 563 747	1 190 543
Sécurité publique	15	603 440	791 459	796 507
Transport	16	1 846 780	3 039 119	2 714 970
Hygiène du milieu	17	1 325 445	1 776 638	1 706 602
Santé et bien-être	18	45 000	38 429	43 816
Aménagement, urbanisme et développement	19	789 815	1 091 708	1 442 288
Loisirs et culture	20	360 750	466 569	458 423
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	580 880	612 130	531 824
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	6 901 920	9 379 799	8 884 973
Excédent (déficit) lié aux activités	25	724 080	1 025 444	3 653 996
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		57 870 586	54 216 590
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		57 870 586	54 216 590
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		58 896 030	57 870 586

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	592 626	346 704
Débiteurs (note 5)	2	11 243 193	16 297 009
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	20 343	27 365
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	11 856 162	16 671 078
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		2 076 100
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	751 762	2 904 412
Revenus reportés (note 11)	12	807 196	778 220
Dette à long terme (note 12)	13	14 820 291	16 389 647
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	16 379 249	22 148 379
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 523 087)	(5 477 301)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	63 175 087	63 075 363
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	29 567	29 567
Stocks de fournitures	20	214 463	242 957
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	63 419 117	63 347 887
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	58 896 030	57 870 586
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	58 896 030	57 870 586
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	58 896 030	57 870 586
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	724 080	1 025 444	3 653 996
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	2 258 219)(	6 713 442)
Produit de cession	3		36 455	12 083
Amortissement	4		2 158 495	1 995 342
(Gain) perte sur cession	5		(36 455)	(12 083)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(99 724)	(4 718 100)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		28 494	(40 770)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			1 816
	13		28 494	(38 954)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	724 080	954 214	(1 103 058)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(5 477 301)	(4 374 243)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(5 477 301)	(4 374 243)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(4 523 087)	(5 477 301)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 025 444	3 653 996
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2 158 495	1 995 342
Autres		
▪ Gain sur cession	(36 455)	(12 083)
▪ Prov. moins value	16 631	3 298
	4	5 640 553
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	5 053 816	(3 361 171)
Autres actifs financiers	6	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(762 257)
Revenus reportés	8	(239 380)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	
Propriétés destinées à la revente	10	
Stocks de fournitures	11	(40 770)
Autres actifs non financiers	12	1 816
	13	1 238 791
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (4 179 902)	(4 558 471)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15 36 455	12 083
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	
	18	(4 143 447)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	19 (9 609)	(9 609)
Remboursement ou cession	20	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	21 ()	()
Cession	22	
	23	(9 609)
Activités de financement (note 4)		
Émission de dettes à long terme	24 127 000	7 172 974
Remboursement de la dette à long terme	25 (1 710 254)	(1 783 687)
Variation nette des emprunts temporaires	26 (2 076 100)	(3 507 540)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27 13 898	(68 786)
Autres		
▪	28.1	
	29	(3 645 456)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30 245 922	(1 504 245)
Solde déjà établi	31 346 704	1 850 949
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32	
Solde redressé	33 346 704	1 850 949
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34 592 626	346 704

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O

a) Périmètre comptable

S.O

b) Partenariats

S.O

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	<u>Taux</u>
Infrastructures	2,5 à 5 %
Bâtiments	2,5 %
Véhicules	5 à 10 %
Machinerie, outillage et équipement	5 %
Ameublement et équipement de bureau	5 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus de services rendus et autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville aux employés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Frais de refinancement imputés aux contribuables de la même manière que l'emprunt initial. Ces frais sont absorbés par les revenus généraux selon la même méthode d'amortissement des frais reportés.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	592 626	346 704
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	592 626	346 704
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ())
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	592 626	346 704
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	568 711	346 702
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux infrastructures touristiques, au fonds pour la réfection et l'entretien de certaines voies publiques, et aux fonds réservés pour le fonds de roulement, pour les dépenses liées à la tenue d'une élection et pour le rôle d'évaluation et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 568 511 \$ (389 801 \$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 162 188 \$ (103 435 \$ en 2023).

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	661 566	485 756
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	3 343	5 118
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	9 727 969	14 900 131
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	465 814	580 185
Organismes municipaux	13	29 979	11 694
Autres			
▪ Autres	14.1	354 522	314 125
	15	11 243 193	16 297 009
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	7 852 453	8 916 645
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	7 852 453	8 916 645
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	12 665	8 163
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	976 954	694 428
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 356 317	3 748 335
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	5 763 027	6 748 880
Ministère de la Culture et des Communications	25	143 700	218 197
Autres ministères/organismes	26	1 487 971	3 490 291
	27	9 727 969	14 900 131

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Le montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 1,67 % à 4,11 % et viennent à échéance au plus tard en 2043.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	20 343	27 365
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	20 343	27 365
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 4 046 720 \$ portant intérêt au taux préférentiel, soit 5,45 % (taux variant du taux préférentiel, soit 7,20 %, au taux préférentiel plus 0,25 %, soit 7,45 % au 31 décembre 2023) et renouvelables annuellement. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes et d'investissement de la ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	280 163	462 019
Salaires et avantages sociaux	44	76 781	103 430
Dépôts et retenues de garantie	45		19 610
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus	47.1	161 530	164 382
▪ Dû sur immobilisations corporelles	47.2	233 288	2 154 971
	48	751 762	2 904 412

Note**11. Revenus reportés**

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	57 079	50 650
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Revenus de projets et autres	54.1	258 313	173 891
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	335 283	397 158
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61	156 521	156 521
Autres			
▪	62.1		
	63	807 196	778 220

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,70	5,30	2025	2029	64	14 513 600	16 026 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,89	5,89	2028	2028	68	448 482	519 036
Autres					69		
					70	14 962 082	16 545 336
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(141 791)	(155 689)
					72	14 820 291	16 389 647

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		1 693 600	77 669		1 771 269
2026	74		4 716 000	77 669		4 793 669
2027	75		960 000	77 669		1 037 669
2028	76		5 633 000	276 865		5 909 865
2029	77		1 511 000			1 511 000
2030 et plus	78					
	79		14 513 600	509 872		15 023 472
Intérêts et frais accessoires	80		(	61 390)	(	61 390)
	81		14 513 600	448 482		14 962 082

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	87 485
Autres régimes (REER et autres)	88	78 604
Régimes de retraite des élus municipaux	89	
	90	87 485
		78 604

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	12 869 010			12 869 010
Eaux usées	102	6 560 265	402 726		6 962 991
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	39 963 323			39 963 323
Autres					
▪ Autres	104.1	2 511 829	86 001		2 597 830
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	7 697 949	5 055 054		12 753 003
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	6 017 478	174 802		6 192 280
Ameublement et équipement de bureau	109	300 580	11 339		311 919
Machinerie, outillage et équipement divers	110	1 226 309	423 395		1 649 704
Terrains	111	1 616 286	44 533		1 660 819
Autres	112	152 702			152 702
	113	78 915 731	6 197 850		85 113 581
Immobilisations en cours	114	7 209 409	(3 939 631)		3 269 778
	115	86 125 140	2 258 219		88 383 359
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	5 984 750	321 970		6 306 720
Eaux usées	117	4 768 918	155 256		4 924 174
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	5 262 791	994 132		6 256 923
Autres					
▪ Autres	119.1	853 581	60 053		913 634
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	2 615 972	311 582		2 927 554
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	2 705 904	243 486		2 949 390
Ameublement et équipement de bureau	124	293 366	2 106		295 472
Machinerie, outillage et équipement divers	125	412 795	69 910		482 705
Autres	126	151 700			151 700
	127	23 049 777	2 158 495		25 208 272
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	63 075 363			63 175 087
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	1 205 112			1 205 112
Amortissement cumulé	130	(267 763)	(60 255)		(328 018)
Valeur comptable nette	131	937 349			877 094

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	29 567	29 567
	135	29 567	29 567
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	29 567	29 567

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Autres	143.1		
Autres			
▪	144.1		
	145		

Note**19. Obligations contractuelles****Office municipal d'habitation de la ville**

L'Office d'habitation de Percé, la ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la ville subventionne le solde du déficit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

La ville reçoit annuellement du ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation ainsi que du ministère du Tourisme des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement des projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 306 724 \$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions est de 250 006 \$ en 2025, 218 881 \$ en 2026, 187 458 \$ en 2027, 155 728 \$ en 2028, 123 686 \$ en 2029 et de 370 965 \$ de 2030 à 2043.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

La ville assume une responsabilité éventuelle en se portant garante d'un emprunt consenti à un organisme non compris dans son périmètre comptable (Géoparc de Percé, COOP de Solidarité), pour un montant maximum de 2 000 000 \$. Au 31 décembre 2024, le solde de l'emprunt est de 1 607 878 \$ (1 623 905 \$ au 31 décembre 2023).

Enfin, la ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la ville s'élève à 2 468 267 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de 2 mises en demeure pour un montant total d'environ 15 000 \$, en plus des dommages et intérêts, concernant la non divulgation d'une zone d'érosion lors d'acquisition de terrains. La direction n'est pas en mesure d'évaluer le dénouement de ces causes, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

Reclassement dans l'état des flux de trésorerie pour l'exercice précédent

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Au 31 décembre 2023, le montant des acquisitions d'immobilisations corporelles a été ajusté pour retirer le solde dû sur immobilisations corporelles inclus dans les créditeurs et charges à payer. Ainsi, les activités d'investissement au 31 décembre 2023 ont augmenté de 2 154 971 \$ et la variation nette des éléments hors caisse a diminué du même montant.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

Les actifs financiers en souffrance totalisent 702 585 \$ (572 838 \$ au 31 décembre 2023), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 12 665 \$ (8 163 \$ au 31 décembre 2023).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts temporaires	0	0	0	
Créditeurs et charges à payer	754 656 \$	0	0	
Dette à long terme	2 048 550 \$	6 472 372 \$	7 417 263 \$	
Total	2 803 206 \$	6 472 372 \$	7 417 263 \$	

27. Éventualité

En 2023, l'UPAC a mené une enquête administrative en collaboration avec la Ville. L'enquête a été effectuée et le rapport de l'UPAC a été déposé en février 2025. Suite au rapport, un ancien employé de la ville fait face à la justice. À ce jour, la Ville est à évaluer les impacts financiers pouvant résulter du procès et si des ajustements pourraient devoir être apportés à ses revenus, charges, excédent de l'exercice et flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour l'exercice.

28. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 612 600	5 726 676			5 726 676	5 195 335
Compensations tenant lieu de taxes	2	565 460	573 995			573 995	517 650
Quotes-parts	3						
Transferts	4	844 340	1 138 483			1 138 483	1 304 625
Services rendus	5	334 000	674 181			674 181	607 947
Imposition de droits	6	106 000	126 782			126 782	124 029
Amendes et pénalités	7						
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	55 000	162 188			162 188	103 435
Autres revenus	10	108 600	168 522			168 522	189 822
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	7 626 000	8 570 827			8 570 827	8 042 843
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		1 669 103			1 669 103	4 496 126
Imposition de droits	16		124 913			124 913	
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		40 400			40 400	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21		1 834 416			1 834 416	4 496 126
	22	7 626 000	10 405 243			10 405 243	12 538 969
Charges							
Administration générale	23	1 349 810	1 518 016	45 731		1 563 747	1 190 543
Sécurité publique	24	603 440	642 743	148 716		791 459	796 507
Transport	25	1 846 780	1 701 157	1 337 962		3 039 119	2 714 970
Hygiène du milieu	26	1 325 445	1 262 893	513 745		1 776 638	1 706 602
Santé et bien-être	27	45 000	38 429			38 429	43 816
Aménagement, urbanisme et développement	28	789 815	1 048 597	43 111		1 091 708	1 442 288
Loisirs et culture	29	360 750	397 339	69 230		466 569	458 423
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	580 880	612 130			612 130	531 824
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		2 158 495	(2 158 495)			
	34	6 901 920	9 379 799			9 379 799	8 884 973
Excédent (déficit) lié aux activités	35	724 080	1 025 444			1 025 444	3 653 996

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	724 080	1 025 444	3 653 996
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	1 834 416)(	4 496 126)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	724 080	(808 972)	(842 130)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		2 158 495	1 995 342
Produit de cession	5		36 455	12 083
(Gain) perte sur cession	6		(36 455)	(12 083)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		2 158 495	1 995 342
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		16 631	3 298
	15		16 631	3 298
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			94 510
Remboursement de la dette à long terme	17 (	646 820)(	646 061)(	605 710)
	18	(646 820)	(646 061)	(511 200)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	10 000)(	18 065)(	82 754)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		326 924	26 921
Excédent de fonctionnement affecté	21	105 510	105 510	251 130
Réserves financières et fonds réservés	22	(172 770)	(187 570)	(205 522)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		29 997	(83 416)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(77 260)	256 796	(93 641)
	26	(724 080)	1 785 861	1 393 799
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		976 889	551 669

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 834 416	4 496 126
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(11 339)	(25 000)
Sécurité publique	3	(414 007)	(2 361 856)
Transport	4	(307 488)	(3 502 491)
Hygiène du milieu	5	(1 255 190)	(69 165)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(140 884)	(571 647)
Loisirs et culture	8	(129 311)	(183 283)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(2 258 219)	(6 713 442)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	(9 609)	(9 609)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	127 000	3 833 177
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	18 065	82 754
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	590 259	278 545
Excédent de fonctionnement affecté	17	259 581	259 581
Réserves financières et fonds réservés	18	91 706	209 305
	19	700 030	830 185
	20	(1 440 798)	(2 059 689)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	393 618	2 436 437

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 271 850	2 197 307	2 111 953
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	466 205	404 028	382 536
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 502 240	2 844 132	2 562 392
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	267 491	268 084	264 806
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	300 009	300 674	231 939
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	13 380	43 372	35 079
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	962 245	961 995	850 531
Transferts	15			
Autres	16	1 500	2 084	1 997
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	60 000	55 473	59 474
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		2 158 495	1 995 342
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1	2 000	2 000	2 000
Créances douteuses	21.2	3 000	4 674	17 557
Dommages intérêts	21.3	2 000		1 065
Biens patrimoniaux	21.4	50 000	137 481	368 302
	22	6 901 920	9 379 799	8 884 973

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 754 892	1 141 235
Excédent de fonctionnement affecté	2	150 624	810 082
Réserves financières et fonds réservés	3	568 711	483 941
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	375 790	(17 825)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	56 046 013	55 453 153
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	58 896 030	57 870 586
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 754 892	1 141 235
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 754 892	1 141 235
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds de stationnement	12.1	7 800	7 800
▪ Travaux, honoraires et autres	12.2	142 824	802 282
	13	150 624	810 082
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	150 624	810 082

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Infrastructures touristiques	17.1 304 210	312 635
	18 304 210	312 635
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 112 916	38 626
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23 81 585	92 680
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 30 000	20 000
Autres		
▪ Fonds réservé pour rôle d'évaluation	30.1 40 000	20 000
	31 264 501	171 306
	32 568 711	483 941

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	97 798)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 (	97 798)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	97 798
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	97 798
	63 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 375 790	357 790
Investissements à financer	65 ()	375 615)
	66 375 790	(17 825)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 63 175 087	63 075 363
Propriétés destinées à la revente	68 29 567	29 567
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70 20 343	27 365
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 63 224 997	63 132 295
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 63 224 997	63 132 295
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (14 820 291)	16 389 647)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (141 791)	155 689)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 7 852 453	8 916 645
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79 75 608	94 515
	80 (7 034 021)	7 534 176)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (144 963)	144 966)
	82 (7 178 984)	7 679 142)
	83 56 046 013	55 453 153

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	87 485	78 604
	110	87 485	78 604

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2024	2023
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM			
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119		
	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 161 600	4 244 181	3 842 561
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	151 400	158 346	118 838
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	4 313 000	4 402 527	3 961 399
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	222 000	223 662	223 134
Égout	13	214 700	215 694	215 366
Traitement des eaux usées	14	16 200	16 450	15 275
Matières résiduelles	15	846 700	847 925	762 081
Autres	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17		20 418	18 080
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 299 600	1 324 149	1 233 936
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 299 600	1 324 149	1 233 936
	27	5 612 600	5 726 676	5 195 335

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	421 560	427 683	376 718
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29	31 790	31 787	31 787
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32	5 790	5 943	11 060
Écoles primaires et secondaires	33	87 220	89 489	81 849
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	546 360	554 902	501 414
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	16 000	15 963	13 306
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	3 100	3 130	2 930
Taxes d'affaires	38			
	39	19 100	19 093	16 236
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	565 460	573 995	517 650

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	13 650	13 649	14 272
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	505 250	627 766	494 136
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	22 800	44 508	29 552
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	75		
Autres	76		
Sécurité du revenu			
Autres	77		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79	95 212	213 119
Rénovation urbaine	80		
Promotion et développement économique	81	30 000	22 268
Autres	82	42 570	60 809
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	83		
Bibliothèques	84		
Autres	85	12 018	11 000
Réseau d'électricité			
Réseau d'électricité	86		
	87	614 270	876 230
		876 230	814 781

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92	413 528	1 792 809
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94		2 509 752
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105	899 848	
Traitement des eaux usées	106	328 747	
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu			
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	121		139 965
Promotion et développement économique			
Autres	123		20 408
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité			
	127		
	128	1 669 103	4 496 126

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	12 720	12 694	387 025
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	35 000	45 670	47 529
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	182 350	182 350	55 290
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		21 539	
	139	230 070	262 253	489 844
TOTAL DES TRANSFERTS	140	844 340	2 807 586	5 800 751

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	4 000	2 714	4 650
	188	4 000	2 714	4 650
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	20 000	46 511	63 060
Sécurité civile				
Autres	193			
	194	20 000	46 511	63 060
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195		31 659	19 009
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202	75 000	90 408	90 178
	203	75 000	122 067	109 187
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau				
Protection de l'environnement	211			
Autres	212			
Autres	213	5 000	5 150	6 699
	214	5 000	5 150	6 699

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220		1 800	900
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222		383	10 675
Autres	223		600	1 200
	224		2 783	12 775
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	230 000	485 561	385 826
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227		9 395	25 750
	228	230 000	494 956	411 576
Réseau d'électricité				
	229			
	230	334 000	674 181	607 947
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	334 000	674 181	607 947

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	6 000	8 108	11 417
Droits de mutation immobilière	233	100 000	118 674	112 612
Droits sur les carrières et sablières	234		124 913	
Autres	235			
	236	106 000	251 695	124 029
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237			
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	55 000	162 188	103 435
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		36 455	12 083
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		8 012	3 864
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	108 600	164 455	173 875
	250	108 600	208 922	189 822
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	211 150	193 717		193 717	195 425
Greffe et application de la loi	2	237 750	214 671		214 671	208 523
Gestion financière et administrative	3	626 500	612 092		612 092	542 069
Évaluation	4	132 110	208 418		208 418	83 386
Gestion du personnel	5	36 500	176 285		176 285	10 854
Autres						
▪ autres	6.1	105 800	112 833	45 731	158 564	150 286
	7	1 349 810	1 518 016	45 731	1 563 747	1 190 543
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	256 440	276 857		276 857	259 362
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	339 500	358 492	148 716	507 208	531 857
Sécurité civile	11					
Autres	12	7 500	7 394		7 394	5 288
	13	603 440	642 743	148 716	791 459	796 507
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	974 000	982 833	1 334 742	2 317 575	859 135
Enlèvement de la neige	15	770 500	618 371		618 371	1 754 040
Éclairage des rues	16	40 000	32 505		32 505	43 450
Circulation et stationnement	17	11 500	11 235		11 235	8 902
Transport collectif						
Transport en commun	18	24 050	29 486	3 220	32 706	26 359
Transport aérien	19	26 730	26 727		26 727	23 084
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 846 780	1 701 157	1 337 962	3 039 119	2 714 970

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	143 700	112 815		112 815	145 372
Réseau de distribution de l'eau potable	24	85 000	51 031	349 893	400 924	402 331
Traitement des eaux usées	25	213 850	215 222	113 402	328 624	329 539
Réseaux d'égout	26	30 560	31 491	33 156	64 647	67 778
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	852 335	852 334	15 144	867 478	761 582
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	38					
Autres	39			2 150	2 150	
	40	1 325 445	1 262 893	513 745	1 776 638	1 706 602
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	20 000	23 290		23 290	19 795
Autres	42					
Sécurité du revenu						
Autres	44	25 000	15 139		15 139	24 021
	45	45 000	38 429		38 429	43 816

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	250 750	186 731		186 731	207 132
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47	50 000	137 481		137 481	382 072
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	18 865	13 863	8 259	22 122	28 695
Tourisme	50	131 200	232 067	34 852	266 919	310 565
Autres	51	339 000	478 455		478 455	513 824
Autres	52					
	53	789 815	1 048 597	43 111	1 091 708	1 442 288
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	105 000	125 086	53 979	179 065	171 693
Patinoires intérieures et extérieures	55					
Piscines, plages et ports de plaisance	56					
Parcs et terrains de jeux	57	54 000	49 100		49 100	42 134
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	86 250	86 149		86 149	91 948
	61	245 250	260 335	53 979	314 314	305 775
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					9 633
Bibliothèques	63	21 280	22 683	5 618	28 301	25 738
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	94 220	114 321	9 633	123 954	117 277
	67	115 500	137 004	15 251	152 255	152 648
	68	360 750	397 339	69 230	466 569	458 423

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	70	567 500	568 758		568 758	496 745
	Autres frais	71					
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	72					
	Autres	73	13 380	43 372		43 372	35 079
		74	580 880	612 130		612 130	531 824
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		2 158 495 (	2 158 495)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		9 798
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 255 189	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	30 893	4 400 472
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	41 292	
Autres infrastructures	11	77 133	512 994
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	106 439	
Édifices communautaires et récréatifs	14	211 221	25 000
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	174 802	636 310
Ameublement et équipement de bureau	18	11 339	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	336 874	589 668
Terrains	20	13 037	539 200
Autres	21		
	22	2 258 219	6 713 442

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		9 798
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 255 189	
Autres infrastructures	5	149 318	4 913 466
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	853 712	1 790 178
	12	2 258 219	6 713 442

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 523 572		92 642	1 430 930
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 105 119	127 000	553 420	5 678 699
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	7 628 691	127 000	646 062	7 109 629
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	8 916 645		1 064 192	7 852 453
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	8 916 645		1 064 192	7 852 453
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	8 916 645		1 064 192	7 852 453
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	8 916 645		1 064 192	7 852 453
	19	16 545 336	127 000	1 710 254	14 962 082
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	16 545 336	127 000	1 710 254	14 962 082

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	14 962 082
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	7 852 453
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	7 109 629
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	7 109 629
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	2 468 267
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	9 577 896
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	9 577 896
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	16 155	16 153	16 833
Évaluation	2	1 610	1 608	1 679
Autres	3	8 100	8 095	4 626
Sécurité publique				
Police	4	14 780	14 778	15 431
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	24 050	23 816	23 139
Autres	10	26 730	26 727	23 084
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	852 335	852 334	746 438
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 620	4 621	4 825
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	13 865	13 863	14 476
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	962 245	961 995	850 531

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1	42 924	33 629
Charges sociales	2	5 585	4 792
Biens et services	3	2 158 396	6 531 256
Frais de financement	4	51 314	143 765
Autres	5		
	6	2 258 219	6 713 442

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,20	32,50	9 640,00	*****	*****	*****
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,48	32,50	13 642,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	15,28	40,00	31 894,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	0,15	40,00	6 783,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	28,11		61 959,00	*****	*****	*****
Élus	9	9,00			169 269	12 073	181 342
	10	37,11			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	44 508				44 508
Réseau de distribution de l'eau potable	3		671 556	228 292		899 848
Traitement des eaux usées	4		100 455	228 292		328 747
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 093 975	77 133	336 395	26 980	1 534 483
	7	1 138 483	849 144	792 979	26 980	2 807 586

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	14 973	12 089
	4	14 973	12 089
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	46 352	46 286
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	46 352	46 286
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	351 897	297 903
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	351 897	297 903
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	106 502	127 993
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	106 502	127 993
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	92 406	47 553
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	92 406	47 553
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	612 130	531 824

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Daniel Leboeuf	1.1 Maire	8 765	3 078	941	470
Cathy Poirier	1.2 Maire	27 977	9 826	3 542	
Nicolas Ste-Croix	1.3 Conseiller	4 427	2 214		
Doris Réhel	1.4 Conseiller	24 337	9 420	2 103	1 052
Allyson Cahill-Vibert	1.5 Conseiller	8 807	4 404		
Jonathan Côté	1.6 Conseiller	8 807	4 404	111	55
Shanna Roussy	1.7 Conseiller	8 807	4 404		
Michel Rail	1.8 Conseiller	8 807	4 404		
Yannick Cloutier	1.9 Conseiller	8 807	4 404		
Gaétane Hautcoeur	1.10 Conseiller	8 807	4 404		
Stéphane Mercier	1.11 Conseiller	1 468	734		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	500 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	63 039 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 357 290 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 321 553 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ 5 034 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 486 609 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ 162 203 \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ 13 961 \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 667 807 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ 139 288 \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 1 128 648 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- Achats de véhicules et de machineries
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|-------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 168-06-2025 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2025-06-03 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | 079-2020 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2020-03-03 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|-----|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 165 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | 68 |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-25

Nom du signataire : Caroline Dégarie

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-06-27

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-27 12:52

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	7 626 000	8 570 827	8 042 843
Investissement	2		1 834 416	4 496 126
	3	7 626 000	10 405 243	12 538 969
Charges	4	6 901 920	9 379 799	8 884 973
Excédent (déficit) lié aux activités	5	724 080	1 025 444	3 653 996
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 1 834 416)	(4 496 126)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	724 080	(808 972)	(842 130)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		2 158 495	1 995 342
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			94 510
Remboursement de la dette à long terme	10 (	646 820)	(646 061)	(605 710)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	10 000)	(18 065)	(82 754)
Excédent (déficit) accumulé	12	(67 260)	274 861	(10 887)
Autres éléments de conciliation	13		16 631	3 298
	14	(724 080)	1 785 861	1 393 799
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		976 889	551 669

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	592 626	346 704
Débiteurs	2	11 243 193	16 297 009
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4	20 343	27 365
Autres	5		
	6	11 856 162	16 671 078
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		2 076 100
Créditeurs et charges à payer	9	751 762	2 904 412
Revenus reportés	10	807 196	778 220
Dettes à long terme	11	14 820 291	16 389 647
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	16 379 249	22 148 379
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(4 523 087)	(5 477 301)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	63 175 087	63 075 363
Autres	17	244 030	272 524
	18	63 419 117	63 347 887
Excédent (déficit) accumulé	19	58 896 030	57 870 586

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 754 892	1 141 235
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Fonds de stationnement	2.1	7 800	7 800
▪ Travaux, honoraires et autres	2.2	142 824	802 282
	3	150 624	810 082
Réserves financières			
▪ Infrastructures touristiques	4.1	304 210	312 635
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	112 916	38 626
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	81 585	92 680
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	30 000	20 000
Autres			
▪ Fonds réservé pour rôle d'évaluation	10.1	40 000	20 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12	375 790	(17 825)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	56 046 013	55 453 153
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	58 896 030	57 870 586

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	7 109 629
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	9 577 896

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	5 678 699	6 105 119
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 430 930	1 523 572
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	7 852 453	8 916 645
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	14 962 082	16 545 336

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	5 612 600	5 726 676	5 195 335
Compensations tenant lieu de taxes	13	565 460	573 995	517 650
Quotes-parts	14			
Transferts	15	844 340	1 138 483	1 304 625
Services rendus	16	334 000	674 181	607 947
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	106 000	126 782	124 029
Autres	18	163 600	330 710	293 257
	19	7 626 000	8 570 827	8 042 843
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		1 669 103	4 496 126
Autres	23		165 313	
	24		1 834 416	4 496 126
	25	7 626 000	10 405 243	12 538 969

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	1 349 810	1 518 016	45 731	1 563 747	1 190 543
Sécurité publique						
Police	2	256 440	276 857		276 857	259 362
Sécurité incendie	3	339 500	358 492	148 716	507 208	531 857
Autres	4	7 500	7 394		7 394	5 288
Transport						
Réseau routier	5	1 796 000	1 644 944	1 334 742	2 979 686	2 665 527
Transport collectif	6	50 780	56 213	3 220	59 433	49 443
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	473 110	410 559	496 451	907 010	945 020
Matières résiduelles	9	852 335	852 334	15 144	867 478	761 582
Autres	10			2 150	2 150	
Santé et bien-être	11	45 000	38 429		38 429	43 816
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	250 750	186 731		186 731	207 132
Promotion et développement économique	13	489 065	724 385	43 111	767 496	853 084
Autres	14	50 000	137 481		137 481	382 072
Loisirs et culture	15	360 750	397 339	69 230	466 569	458 423
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	580 880	612 130		612 130	531 824
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	6 901 920	7 221 304	2 158 495	9 379 799	8 884 973
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		2 158 495 (	2 158 495)		
	21	6 901 920	9 379 799		9 379 799	8 884 973

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 834 416	4 496 126
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	2 258 219)(	6 713 442)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	9 609)(	9 609)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	127 000	3 833 177
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	18 065	82 754
Excédent accumulé	6	681 965	747 431
	7	(1 440 798)	(2 059 689)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	393 618	2 436 437

Extrait du rapport financier, page S14